

L'engagement des jeunes en politique



“ Si la jeunesse n’a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort.

”

**F. Mitterrand : Extrait de son discours
du 8 mai 1968 à l’assemblée nationale**

Toutes nos publications sont disponibles :

- En *téléchargement*, depuis l’adresse internet de notre ASBL :
www.cpcp.be/etudes-et-prospectives
- En *version papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

Rue des Deux Églises, 45 - 1000 Bruxelles
Tél. : 02/238 01 00 - Mail : info@cpcp.be

INTRODUCTION

« Les jeunes ne s'intéressent plus à la politique ».

Voilà une phrase souvent entendue et que beaucoup s'amuse à répéter au fil des ans et des élections. Mais sur quelles preuves cette affirmation se fonde-t-elle ?

La jeunesse actuelle a-t-elle tant changé depuis mai 68 et ses manifestations estudiantines qui ont fait trembler les instances politiques de l'époque ? Le jeune est-il devenu spectateur de son monde ou bien a-t-il encore envie de faire bouger les choses ?

Intéresser le jeune au monde politique, c'est lui permettre de développer un esprit et un regard critique sur la société qui l'entoure. Le politique a tout à y gagner. Sa première victoire serait de donner à la société un souffle de fraîcheur et une vision plus idéaliste qui est propre à la jeunesse. Comprendre et connaître les aspirations et les besoins de l'ensemble des jeunes n'est pas forcément aisé pour le monde politique. Cette incompréhension réciproque peut évidemment creuser un fossé entre eux deux.

I. L'ENGAGEMENT POLITIQUE AU NIVEAU EUROPÉEN

Il faut bien avouer que depuis quelques années, le constat selon lequel les jeunes s'engagent moins dans les mouvements politiques se vérifie. Selon l'eurobaromètre¹, l'époque des grandes manifestations est révolue et, surtout, la plupart des jeunes se sentent à des années lumière des personnes qui ont vocation à les représenter.

Cela peut s'expliquer par une désillusion envers les hommes et les femmes de pouvoir qui ont souvent été rattrapés par les affaires de corruption. Dès lors, comment arriver à se battre aux cotés de personnes qui ne représentent plus la droiture et l'intégrité que le citoyen est en droit d'attendre des dirigeants ? L'expression « tous pourris » reste ancrée. Les générations actuelles ont été bercées par le désenchantement de leurs parents envers le et la politique. Force est de constater que l'idéologie des parents se reflète souvent dans la pensée de leurs enfants.

Cette socialisation politique² qui passe aussi par l'école n'est heureusement pas irréversible. Les jeunes des années 1990 et 2000 peuvent désormais s'ouvrir eux-mêmes sur le monde dans lequel ils évoluent. L'accès à l'information est beaucoup plus aisé via internet. Les réseaux sociaux jouent aussi un rôle important dans cette diffusion d'information. Cela permet aux jeunes d'être en phase avec le monde dans lequel ils vivent. La taille du monde s'est réduite et beaucoup de jeunes peuvent être conscients de ce qui se passe à l'autre bout du monde en quelques clics sur un ordinateur. Un jeune européen peut désormais facilement savoir ce qu'est la vie d'un jeune asiatique ou d'un jeune sud-américain. Même si internet peut être source de certaines dérives, il permet à celui qui l'exploite de manière rationnelle de rentrer dans un processus de réflexion. Il permet de choisir par soi-même ce que l'on considère comme juste et comme étant le plus proche de ses idées. Cela permet aux jeunes d'avoir un regard plus critique et d'être beaucoup plus informés à propos de la politique que leurs parents ou grands-parents. La véritable question à se poser par rapport à ce sujet est de savoir si le jeune prendra la peine de s'informer lui-même.

¹ CE (DG éducation et culture). (2007). *Principaux résultats de l'enquête Eurobaromètre sur les jeunes*

² *Socialisation politique : l'ensemble des mécanismes de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques.*

Il est vrai que l'engagement dans les partis politiques est beaucoup moins important mais ce n'est pas pour autant que les moins de 35 ans mettent la politique de côté. Ils sont bien entendu conscients du rôle que cette dernière joue sur leur vie. Les jeunes souhaitent, avant toute chose, dépoussiérer le système décisionnel et institutionnel actuel. La plupart d'entre eux attendent une autre manière de faire de la politique. Ils attendent des actes concrets et surtout des personnes capables d'être en phase avec leurs réalités ce qui, selon eux, n'est pas le cas actuellement.

Selon un sondage touchant les jeunes français, 79%, d'entre eux estiment que les personnes qui sont élues pour les représenter ne sont pas à l'image de la société actuelle³. Le même sondage nous montre que trois quarts d'entre eux (73%) estiment que la place accordée aux jeunes dans les programmes et prises de position des candidats potentiels n'est « pas assez importante » contre seulement 26% qui la jugent suffisante ou trop importante. Ce constat est une des sources de la méfiance des jeunes par rapport aux hommes et femmes politiques.

II. L'ENGAGEMENT POLITIQUE AU NIVEAU DE LA BELGIQUE FRANCOPHONE

Si certains sondages européens tendent vers un intérêt des jeunes pour la politique, qu'en est-il pour la réalité de la Belgique francophone ?

Une étude de l'ULG et de Bernard Fournier⁴ auprès d'établissements secondaires liégeois réalisée en 1990 pour la première et en 2007 pour la seconde est assez révélatrice de la pensée des jeunes francophones belges sur la question. En 1990, un cinquième environ (18%) des élèves de la quatrième à la sixième secondaire interrogés se disaient beaucoup ou assez intéressés par la politique. En 2007, un tiers (33%) des élèves dans la même situation répondent la même chose. On note une augmentation de 15% du nombre de jeunes qui se disent intéressés à la politique. Certes ce chiffre est en augmentation

³ Ipsos, s. (2006). « les jeunes s'intéressent à la politique mais condamnent sa représentation »

⁴ ULG, B.F. (2007). « les jeunes et la politique » [http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_7945/les-jeunes-et-la-politique-coups-de-projecteur-de-bernard-fournier ?](http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_7945/les-jeunes-et-la-politique-coups-de-projecteur-de-bernard-fournier)

mais cela annonce-t-il réellement une augmentation significative du nombre de jeunes (il faut mettre les résultats dans le contexte d'avant crise politique et d'élections fédérales). La part de ceux qui s'intéressent peu ou pas à la politique représente pas moins de deux jeunes sur trois (67%) âgés de 18 à 21 ans. Néanmoins, l'étude nous révèle que neufs jeunes sur dix (86%) estiment qu'il est utile voire très utile de voter. Malgré un désintérêt important de la part des 18-21 ans sélectionnés par l'enquête envers la politique, on peut constater qu'une majorité d'entre eux estiment qu'ils sont concernés par les décisions prises par les dirigeants politiques.

Intérêt déclaré pour la politique (en %)

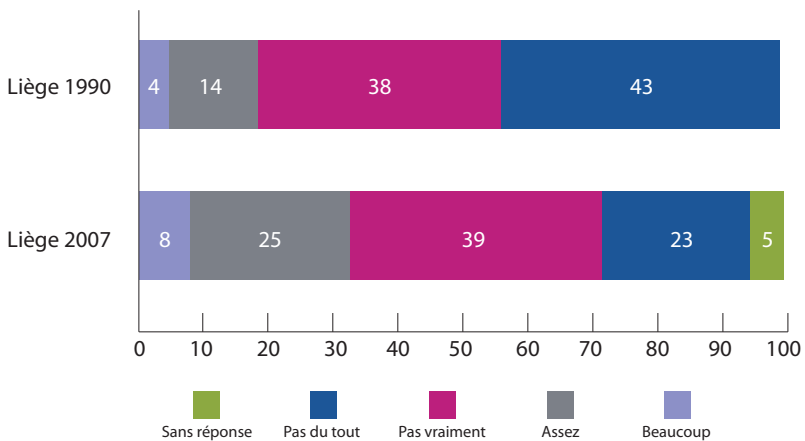


Tableau tiré de l'étude de l'ULG et de Bernard Fournier

Ce qui semble avant tout rebuter les jeunes, c'est bien la politique politicienne et traditionnelle.

Les sondages de l'époque l'ont prouvé.

- En 1990, le parti ECOLO (une image plus jeune et plus moderne de la politique à l'époque) remportait à égalité avec le parti socialiste la préférence des jeunes.
- En 2007 une étude prouve que les élus et partis politiques ne font pas l'unanimité du côté des plus jeunes. 78% des jeunes ne font plus confiance

aux partis et 75 % ne font plutôt pas confiance aux élus (87% et 82% lors de la première enquête en 1990). Si les partis et les élus n'ont plus la cote ce n'est pas pour autant que la volonté est de ne plus s'en remettre aux institutions publiques pour assurer certains services, défendre certaines causes et réduire les inégalités sociales et économiques.

1. Vers d'autres formes d'engagement

L'engagement des jeunes, actuellement, est de plus en plus tourné vers le secteur associatif. Est-ce pour autant qu'on peut dire que ce n'est pas un acte politique au sens large du terme ? Les jeunes donnent de leur temps pour des mouvements qu'ils jugent concrets (ONG, organisations de jeunesse,...). On peut ainsi considérer ces formes d'engagement comme des signes d'un investissement politique. Les jeunes ont souvent peur de s'engager auprès des institutions politiques car ils ont peur d'une certaine récupération et surtout de la mauvaise image que peut dégager le politique. Les affaires de corruption et de malversation n'y sont sans doute pas étrangères.

Intérêt à la participation (en %)

	<i>participe</i>	<i>a participé</i>	<i>aimerait participer</i>	<i>n'aimerait pas participer</i>
Mouvement de jeunes	15	27	11	47
Associations culturelles	25	23	22	31
Associations étudiantes	4	4	26	66
Conseil de classe	8	12	16	64
Assoc. pour la défense des droits de l'Homme	6	5	49	40

Partis politiques	2	1	20	77
Syndicats	1	1	16	82
Club de loisirs	12	8	34	46
Associations sportives	41	16	20	23

Nombre de répondants en 2007 = 1437

Le total des lignes ne correspond pas toujours à 100 à cause des arrondis.

Comme le montre le tableau ci-dessus tiré de l'enquête de l'ULG⁵, les jeunes souhaitent se tourner, ou se tournent déjà, vers d'autres formes d'engagement telles que les associations pour la défense des droits de l'homme, les clubs sportifs ou encore le secteur culturel. On peut noter aussi qu'il y a un fort désintérêt pour les syndicats, les partis politiques ainsi que pour les associations étudiantes. Ces trois milieux représentent les formes les plus traditionnelles d'engagement. Les jeunes qui entrent dans des Organisations de Jeunesse (OJ) ont un rôle politique au sens large du terme car ils prennent, au travers de celles-ci, un engagement à faire évoluer et à « remuer » la société dans laquelle ils évoluent. Ces institutions sont beaucoup plus attrayantes car le résultat semble beaucoup plus palpable auprès des volontaires qui s'y engagent. Les jeunes ne se sentent pas récupérés par un groupe ou l'autre et ont le sentiment de travailler ensemble pour un seul et même but : le bien commun. Certes l'engagement se fait moins sentir auprès des partis politiques traditionnels mais gardons en tête que le fait de s'engager est déjà un acte politique en soi. Peu importe la manière et la structure dans laquelle celui-ci se fait. Beaucoup de jeunes se mobilisent de manière collective au départ des centres universitaires ou des écoles (mouvement des indignés, manifestations estudiantines, mouvement « Shame »⁶). Cela prouve que le jeune s'engage encore de nos jours mais de manière différente et de préférence apolitique.

⁵ ULG, B.F. (2007). « les jeunes et la politique » http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_7945/les-jeunes-et-la-politique-coups-de-projecteur-de-bernard-fournier ?

⁶ Le mouvement «Shame» à été lancé par trois étudiants de la Vrije Universiteit Brussel (VUB) qui ont lancé un appel à manifester contre la crise politique qui frappait la Belgique depuis plus de 200 jours. La manifestation à réuni environ 40.000 participants

2. Le manque d'informations comme source de rejet

En 2012, une enquête menée par le conseil de la jeunesse et relayée par la RTBF⁷ dans la perspective des élections communales du 14 octobre, révélait que les jeunes disent ne pas s'intéresser à la politique par manque d'informations claires et adaptées. Il y a une méconnaissance du fonctionnement démocratique à tout niveau (communal, provincial, communautaire, régional et fédéral).

Les primo votants sont les premiers touchés par ce manque d'informations.

Pour le Conseil de la Jeunesse il serait judicieux de permettre aux professionnels et volontaires qui travaillent avec des jeunes de recourir à des méthodes plus accrocheuses que les traditionnelles explications magistrales et débats improvisés.

Beaucoup de jeunes qui pourraient être intéressés à la chose politique se sentent rapidement exclus car ils n'ont pas le bagage de base pour maîtriser les débats auxquels ils aimeraient participer. Il est donc important pour le monde politique de privilégier les initiatives permettant à la jeunesse de rendre le monde institutionnel beaucoup plus concret dès le plus jeune âge (conseils de participation dans les écoles, conseils de jeunes des maisons de jeunes, etc.). Les médias ont aussi un rôle important à jouer dans cette transmission de savoir et d'information auprès des publics jeunes. La vulgarisation des systèmes institutionnels souvent trop complexes est une des pistes sur laquelle bon nombre d'OJ s'accordent.

Même si les jeunes estiment ne pas être assez informés, ils le sont beaucoup plus que leurs aînés au même âge au travers des nouveaux médias qui sont devenus leur première source d'informations (internet, réseaux sociaux, ...). Les jeunes sont dès lors plus critiques à l'encontre de leur société, de leurs politiques, de leurs dirigeants qu'autrefois.

⁷ Belga. (2012). Les jeunes se désintéressent de la politique, par manque d'informations. Rtbf info

CONCLUSION

a. Trois constats apparaissent.

- Les jeunes ne s'engagent plus dans les partis politiques autant que leurs aînés ont pu le faire à leur époque. Un désenchantement par rapport à la classe politique et un message trop traditionnel en sont la source ;
- Les jeunes veulent participer au processus décisionnel. Même si l'engagement ne se fait plus auprès des partis traditionnels, il n'en reste pas moins que les jeunes ont envie de faire bouger les choses. Pour ce faire, ils cherchent d'autres formes d'engagement qu'ils jugent plus pertinentes et justes, plus concrètes et proches de leurs préoccupations ;
- Les politiciens souffrent d'un manque de communication face aux jeunes. Leurs discours paraissent trop éloignés de leur réalité. Même s'ils ont tendance actuellement à soigner leur communication personnelle via les réseaux sociaux, leurs messages ne passent pas encore auprès de la jeunesse. Celle-ci attend des hommes et femmes politiques qu'ils prennent en compte leurs revendications, leurs attentes et que les programmes et messages soient adaptés à leur vision de la société.

b. Pistes à exploiter pour rapprocher les jeunes de la politique

- Le désengagement auprès des partis n'est pas inéluctable. Ceux-ci se doivent de s'ouvrir au plus grand nombre et distiller un message clair et parlant pour les jeunes. Les mouvements jeunes des partis (Jeunes cdH, Jeunes MR, ECOLO J, Mouvement des Jeunes Socialistes...) doivent être l'émetteur de ce message ;
- Même s'il l'est plus qu'auparavant, l'esprit critique des jeunes doit être encore plus aiguisé et cela via l'enseignement. Les conseils de participation doivent être développés car ils sont la source de l'apprentissage du vivre-ensemble et de la démocratie ;
- Il faut encourager la participation citoyenne via la promotion des associations et des OJ auprès des plus jeunes ;
- Les hommes et femmes politiques ne doivent pas hésiter à aller rencontrer et écouter les jeunes pour être en phase avec leurs préoccupations ;

- Les listes électorales doivent être plus représentatives de la société. Même s'il y a une amélioration, les jeunes doivent avoir une place beaucoup plus importante lors des scrutins communaux, provinciaux, régionaux, fédéraux et européens. Les programmes doivent prendre en compte leurs préoccupations ;
- La communication des politiques via les réseaux sociaux ne doit pas uniquement servir sa propre image. Elle doit permettre une communication réciproque avec le jeune citoyen. C'est un investissement en temps mais nécessaire pour intéresser le jeune à la politique traditionnelle.

Auteur : Aurélien Godin
Avril 2013

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be

© CPCP asbl - 2013